



# LA FEDERATION COMMUNIQUE

---

## AGRICULTURE

### LES INVISIBLES, TOUJOURS LES MEMES

Rien de bien nouveau dans le discours d'Attal servi aux agriculteurs. Son credo politique et économique reste celui de Macron et de l'Europe au service de l'oligopole agroalimentaire. Les annonces ne sont ni à la hauteur des enjeux posés, ni en mesure de calmer une colère, attisée par des forces d'extrême droite, exprimant le désespoir d'une couche d'agriculteurs fortement menacée dans son existence. Les mesures annoncées visent à un saupoudrage répondant à certaines exigences immédiates. Cet entassement de mesurette ne fait pas une politique amenant des changements réels permettant de sortir l'agriculture de son assujettissement au capital. Deux éléments résument cette incurie. Moins de contrôles et de normes environnementales et sociales signifie à la fois une exploitation plus grande et des salariés et de la nature. Le second élément se situe dans la poursuite des lois Egalim dont nous n'avons cessé de dénoncer l'inefficacité. Les sanctions n'y changeront rien, tant les rapports de forces dans la filière sont déséquilibrés. Ces lois ne visent qu'au partage des marges bénéficiaires au détriment des salariés, des petits et moyens paysans et des consommateurs, sorte de régulation du partage des profits, illusoire dans le système capitaliste. Sur les barrages, peu de revendications fondamentales et de perspectives ouvrant à de réels changements de la situation. Les destructions et autres actes de violence contre des institutions publiques (Msa, Dreets...) sont inacceptables et démontrent les contradictions du monde agricole, qui bénéficie de subventions publiques et d'une protection sociale dont le financement vient pour une large part des salariés, de l'Etat et de la solidarité nationale, et dans le même temps veut s'exonérer de toutes contraintes.

Qui nourrit la population ? Au bas mot, 40 % de la valeur de la production agricole est réalisée par un prolétariat précaire et smicardisé, pourcentage en constante augmentation du fait notamment des modifications structurelles de l'agriculture nationale. Ce phénomène se conjugue à une socialisation toujours plus accentuée de l'agriculture, notamment au travers de la Politique agricole commune. Cette socialisation ne profite qu'à une couche restreinte des agriculteurs et de quelques grands groupes capitalistes. La population n'en voit pas la couleur. 80 % des produits alimentaires consommés sont transformés. On ne règlera pas les problèmes de modèle agricole, de sauvegarde de l'environnement, de santé publique, de qualité des produits... si on ne prend pas en compte les salariés qui sont, de fait, les porteurs de solutions réelles.

Des convergences sont à construire sur des objectifs émancipateurs et de coopération au niveau national et international, et pas sur l'accompagnement du capitalisme et l'assujettissement de l'agriculture aux lois du marché. Ces convergences peuvent être construites avec les forces progressistes et populaires, y compris agricoles et écologistes. Et ce n'est pas des gesticulations populistes qui apporteront les réponses nécessaires. Au contraire, celles-ci, en visant l'effet médiatique, en marquant les limites. Marx affirmait à juste titre « L'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre ? » Encore faut-il que ces forces portent des ruptures indispensables pour changer le mode de production actuel.

Montreuil, le 29 janvier 2024